

M. Lionel Eperon
Directeur général de l'enseignement
postobligatoire
Rue St-Martin 24
CH-1014 Lausanne

Lausanne, le 11 mai 2020

Réformes en cours et à venir: consultation, négociations et discussions avec les organisations syndicales

Monsieur le directeur général de l'enseignement post-obligatoire,

Au cours de ces dernières semaines, et nous pouvons le comprendre, l'énergie (et une grande part de la nôtre) de vos services a dû être occupée essentiellement à la crise que nous vivons due au coronavirus. Ceci dit, les semaines passent et les réformes qui étaient alors en cours ont disparu du paysage de discussion. Nous voudrions d'abord nous assurer que toutes les discussions, consultations et négociations sur les différents dossiers auront bien lieu. Nous ne saurions accepter que la crise devienne un prétexte pour le service employeur pour faire passer certaines d'entre elles ou pour arguer que le temps ne suffit plus à des discussions approfondies pour d'autres. Cela étant, certains dossiers restent urgents. Pour d'autres, il sera nécessaire, selon nous, que la date de mise en œuvre déjà fixée soit repoussée.

Nous vous demandons donc de nous communiquer le calendrier ainsi que les mesures que vous comptez prendre pour les différents dossiers afin que ces discussions puissent avoir lieu.

DGEO et DGEP: Négociations sur l'article 108 - mise en application et arrivée dans la profession (PRIORITAIRE)

Nous n'avons plus eu aucune séance depuis l'année dernière alors même que ce dossier est absolument prioritaire et que vous avez en votre possession les prises de position détaillées de chaque organisation. *Nous demandons que les négociations sur ce dossier recommencent aussi vite que possible et dans tous les cas avant la rentrée prochaine.*

Autres dossiers

Ecole de commerce

des mesures devaient être prises pour la rentrée prochaine, en particulier sur les questions de gestion de classe, de pénibilité, de conditions de travail et d'apprentissage. Or, les discussions et négociations préalables n'ont pas eu lieu. *Nous sommes d'avis que les discussions doivent reprendre très rapidement.*



Educanet2 et suite

Concernant les différents aspects liés à l'informatique, aux plateformes administratives et au remplacement d'Educanet2, l'enseignement à distance permet maintenant de constater les limites de certains outils (protection des données, stockage, etc.), mais aussi de mieux préciser les besoins (cf. notre courrier du 5.5.2020). Nous estimons que ce sujet doit pouvoir être traité avant la fin de l'année scolaire.

Gymnase de Burier

Les discussions avec la DGEP et négociations avec la Cheffe du département doivent également pouvoir reprendre.

Travaux personnels dans les écoles professionnelles et Concept 360

Les discussions avec la DGEP auraient dû commencer pour les premiers, au sujet du second, nous estimons qu'il est important que de premiers échanges puissent avoir lieu dès la rentrée d'août. Nous attendons une clarification sur les calendriers y relatif.

Refonte ECG

Les consultations auprès des conférences des maîtres·sés ont pu parfois avoir lieu, mais souvent dans des conditions difficiles. D'autres fois, les collègues ont été amené·e·s à renoncer à solliciter la direction pour l'organisation d'un vote à distance, par exemple. Nous avons à l'heure actuelle, et malgré nos sollicitations, reçu ni aucune information de votre part au sujet d'une prolongation du délai de consultation, ni concernant l'avancement de ce dossier. Le SSP-Enseignement attend, dans un second temps, un bilan circonstancié des retours de cette consultation auprès des différentes actrices et acteurs consulté·e·s. L'ensemble du processus lié à cette refonte, très importante à nos yeux, a sans nul doute subi du retard. C'est pourquoi nous estimons que la date de son entrée en vigueur doit sérieusement être interrogée.

En vous remerciant de l'attention portée à nos demandes et dans l'attente de vos réponses, nous vous présentons, Monsieur le directeur général de l'enseignement post-obligatoire, nos meilleures salutations.

Pour le SSP- Enseignement,

Cora Antonioli
(Présidente)

Raphaël Ramuz
(Secrétaire)